

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MARDI

4

NOVEMBRE
1975

N° 27

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

**POUR JUSTIFIER LA
RÉPRESSION
ANTI-OUVRIÈRE
CHIRAC, HIER A LA
GENDARMERIE
"VOUS ETES
LE SERVICE
PUBLIC LE
PLUS UTILE A
LA FRANCE"**

Hier matin, sur les aéroports d'Orly et de Roissy, des centaines de CRS et de gardes mobiles ont attaqué le personnel en grève qui, depuis vendredi, occupait les ateliers et les hangars de la compagnie Air France, afin de faire aboutir ses revendications : pour les salaires, contre les licenciements.

«Nous sommes décidés à vous doter de moyens d'intervention modernes... nous serons sans pitié, nous agissons, je n'hésite pas à le dire, avec beaucoup de brutalité», déclarait, quelques heures plus tard, Chirac, passant en revue une unité de gendarmerie de la région parisienne. Là, officiellement, le premier ministre évoquait la répression des prises d'otages. La poursuite de la campagne menée tambour battant sur la criminalité, la délinquance, pour justifier le renforcement et l'intervention massive des forces de répression n'est pas fortuite. Elle intervient précisément au moment où la brutalité policière dirigée contre les travailleurs devient de plus en plus fréquente.

Depuis plus de deux semaines qu'ils sont en lutte, les travailleurs d'Air France ont déjà eu à faire face plusieurs fois aux brutalités policières. Et la semaine passée avait été marquée par les actions des CRS contre les travailleurs d'Orly, de COMSIP, du Commissariat à l'Energie Atomique, etc... tandis que la répression se développait contre les organisations syndicales des travailleurs, avec les licenciements de délégués. L'emploi de la violence est justifié publiquement par le patronat : après que le patron de l'usine de Villers-Cotterêts, dans l'Aisne, ait tiré sur le piquet de grève, il y a eu cette prise de position de dirigeants du CNPF : *«Nous sommes contre les violences de part et d'autre, mais trop souvent, ces derniers temps, on a vu des patrons séquestrés ou empêchés d'entrer dans leur entreprise...»*

La fréquence de plus en plus inquiétante avec laquelle le libéralisme musclé giscardien passe à l'action, à l'agression physique contre les travailleurs, appelle une riposte appropriée. Alors que la bourgeoisie ne tolère pas le refus des travailleurs de payer sa crise, on a vu que ceux-ci ne plient nullement devant la répression. Au contraire, comme à Air France, la solidarité ouvrière se renforce. Dans différents secteurs, comme la RATP, la SNCF, les PTT, les banques, la métallurgie, la volonté de passer à l'action grandit. Et les directions syndicales qui ont programmé plusieurs journées d'action dès cette semaine, ne peuvent s'y opposer. Mais le durcissement de la dictature bourgeoise auquel nous assistons appelle à des mouvements de bien plus grande ampleur, correspondant à la volonté actuelle des travailleurs.

Jean Paul GAY

la marche aux phosphates d'hassan II

les marcheurs d'Hassan II : utilisés comme moyen de pression



Au moment où la tension s'aggrave dans le Maghreb, il convient d'examiner la situation et les buts des «parties concernées», selon le vocabulaire diplomatique en usage.

DU COLONIALISME A L'ANNEXION ?

L'Espagne tout d'abord. Occupant colonial, le régime fasciste s'est mis, depuis la découverte en 1963 d'importantes ressources en phosphates, à accorder une grande attention au Sahara occidental. Attention de colonialiste : concentration des meilleures troupes de son armée, qui atteignent à l'heure actuelle plus de 50 000 hommes, expulsion systématique des populations du territoire. Aujourd'hui, en butte à une grave crise interne, le fascisme espagnol peut-il envisager de se lancer dans une guerre coloniale ?

(suite p. 8)

Alors que les travailleurs d'Air France en sont à leur troisième semaine de lutte, la direction a donc hier envoyé les CRS contre eux ; cette agression a fait des blessés, les cadres se joignant à la répression, en poussant les grévistes, en les «suivant» quand ils sortaient des locaux. Malgré cette nouvelle étape dans la répression, les travailleurs poursuivent la lutte. «La direction a voulu annuler la grève ? Eh bien elle se renforce considérablement, des gars qui n'étaient pas en grève depuis trois semaines, s'y sont mis». Toutes les tentatives de la direction pour briser la lutte sont repoussées par les travailleurs, de la tentative de les remplacer, à celle de les décourager en leur disant qu'ils «gênent l'opinion publique», en passant par le silence complice des radios et de la presse écrite. «RTL et les autres sont venus à notre manif sur les Champs Elysées, mais qu'ont-ils dit sur notre lutte ?».

Aujourd'hui, les travailleurs d'Air France ont conscience de l'importance de leur mouvement et tous continueront la lutte jusqu'à la satisfaction de toutes leurs revendications et non pas pour des miettes, ils le précisent avec force. Aujourd'hui, pour faire reculer la bourgeoisie, ils parlent de la nécessité de coordonner les luttes «d'abord dans le département, puis dans un second temps à l'échelle nationale», comme nous le diront les travailleurs d'Orly Nord. Ce matin, une assemblée générale décide de la riposte à adopter.

ORLY, ROISSY gendarmes et C.R.S. contre les grévistes



DANS NOTRE COURRIER

les travailleurs et la crise

«Bravo pour le Quotidien !

Le type d'article tel que «les travailleurs et la crise» me semble excellent tant dans sa démarche que dans son contenu. Il permet au journal de ne pas être seulement un organe d'expression du peuple mais aussi, un lieu de réflexion et de systématisation.

communiqués

Pourriez-vous faire passer ce communiqué dans le Quotidien du Peuple ?

« Les résidents de la cité Universitaire de Nanterre réunis en AG ont décidé :

1) la grève totale des loyers jusqu'à l'abrogation totale des hausses de 25 %

2) ils élisent en leur sein un comité de grève chargé :

- d'organiser la masse des résidents en vue de la collecte des loyers

- de virer les loyers (ancien tarif) sur un compte bloqué au nom de Mr François Chatelet directeur de l'UER de philo de Paris VIII

- de prendre contact avec toutes les cités universitaires en lutte

- d'appeler l'ensemble des résidences à la grève totale des loyers par le biais de la « coordination des cités universitaires en grève »

Les résidents se déclarent solidaires des étudiants étrangers, s'opposent aux restrictions d'admission, ouvrent une liste de demandes et la communiquent à l'administration.

Le comité de grève se déclare solidaire des revendications du personnel qui subit les contre-coups de la rentabilisation et soutiendra toutes ses formes de lutte. (...)

Le comité de grève.

A la suite de la décision du gouvernement français d'organiser un référendum dans l'île de Mayotte, île de l'archipel des Comores, remettant en cause l'indépendance des Comores et leur intégrité territoriale, le Comité Exécutif de l'Association des Stagiaires et Etudiants des Comores nous a fait parvenir le communiqué suivant :

Nous appelons l'opinion publique et tous les progressistes à soutenir la lutte du peuple Comorien, pour son indépendance et l'intégrité de son pays, à dénoncer le référendum illégal de Giscard à Mayotte (notamment en adressant le télégramme suivant au gouvernement français :

« Dénonçons et nous opposons au projet de consultation Mayotte. Exigeons cessation immédiate ingérence grossière gouvernement français dans affaires intérieures comoriennes », la répression et la terreur que le gouvernement des putschistes exerce sur les masses populaires.

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml)) Adresse postale : BP 225 75 924 Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication Y. CHEVET

Imprimé par L.M.F.

Diffusé par les NMPP

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL.

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 PARIS de 8h30 à 13h.

Le Quotidien est le journal du peuple. Il doit être avant tout, l'expression de la vie, des luttes et des événements chez les travailleurs.

Le Quotidien est un journal révolutionnaire. Il doit analyser événements et situations de façon marxiste-léniniste.

Donner aux travailleurs le moyen d'informer les autres travailleurs, donner aux travailleurs les moyens de s'emparer des problèmes révolutionnaires. Tels sont deux mots d'ordre que doit se fixer le Quotidien !

Dès que j'aurai des informations intéressantes sur la région de Perpignan, je vous les enverrai.

B.D. Perpignan

Quelles perspectives ?...

« Dans notre cité, les militants du PCR ont décidé de s'attaquer à la crise, en appelant dans un tract les travailleurs de la cité à constituer ensemble une organisation de masse pour s'opposer aux saisies, aux expulsions, au

racisme du CES d'à côté. Le tract est tombé dans un moment où le PCF, pourtant nombreux, ne se montre plus et bavarde sur les libertés. A peine 100 tracts étaient diffusés au centre commercial, que déjà, il y avait des discussions : un ouvrier «vous avez raison, mais si je bouge, je vais me faire vider, et j'ai 7 gosses !». Un jeune «faites une réunion, appelez à une organisation précise et je viendrai». Une lycéenne «montrez votre parti, faites-le connaître !». Et d'autres échos positifs, d'autres contacts.

Qu'est-ce à dire ? Que les travailleurs hésitent à engager la lutte. Que les travailleurs aspirent à un mouvement d'ensemble. Certes, cette idée mûrit, mais en même temps, en mûrit une autre. Qui va conduire ce mouvement ? Et sur quoi va-t-il déboucher ? La question du Parti est au cœur de cette attente de la classe ouvrière. Où est l'alternative au PCF ? Comment se construit-elle ?

un lecteur de Vitry



Le quotidien du peuple

Quelques critiques pour que notre journal devienne encore plus le Quotidien du Peuple et pour que l'enthousiasme que nous avons à le lire et à le faire lire, soit encore plus fort.

Les articles sur la crise sont un peu longs et on a du mal à avoir une vue globale. (...) Une question notamment qui est importante et dont on discute beaucoup (par rapport à l'Espagne aussi), c'est celle d'une guerre et d'une guerre civile : l'issue de la crise (en Espagne, au Portugal, en France) serait une guerre et une guerre civile. Il faut aborder cela. Comment ça s'est passé en 36-39 ? Comment une guerre s'est déclenchée ? Qui est à l'origine de la guerre ? Voilà des questions qu'il faudrait discuter.

Une autre question qui se pose, c'est celle de la Révolution. Et elle n'apparaît pas suffisamment traitée : qu'est-ce que la Révolution ? Qu'est-ce qu'une insurrection ? Dans quel contex-

te peut se produire une insurrection ?

Je crois que de nombreux lecteurs se posent ces questions par rapport à la crise. Il faut en discuter.

un lecteur de Besançon

Nous allons aborder dans les prochaines pages du débat sur la crise, cette question de son aboutissement, et des perspectives qu'elle ouvre aux travailleurs.

Le quotidien du peuple

AU COEUR DES LUTTES POPULAIRES
UN JOURNAL
FAIT PAR CEUX QUI LUTTENT
POUR CEUX QUI LUTTENT
UN DEBAT PERMANENT
POUR LA VERITE

POUR UNE PARUTION 6 JOURS SUR 7 POUR UN 12 PAGES QUOTIDIEN RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS TOUT DE SUITE

je souscris

10 F 50 F 100 F _____ F

Nom
Profession
Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

gagnons la bataille de la diffusion

Le Quotidien du Peuple ne peut pas vivre sans le soutien actif de ceux qui le lisent.

Comment soutenir votre journal ?

Il y a le soutien financier, la participation à la campagne des 15 millions que nous lançons pour un douze pages six jours sur sept.

Il y a l'utilisation, à la portée de chacun, du matériel «publicitaire» : affichettes, auto-collants, à laquelle beaucoup de lecteurs nous ont encouragés.

Cela ne suffit pas. L'avenir du journal repose dans sa capacité à développer son audience, à trouver de nouveaux lecteurs. C'est dans ce but que nous voulons avoir le plus rapidement possible un douze pages, c'est aussi dans ce but que vous êtes nombreux à nous commander du matériel de propagande.

Mais, pour un lecteur spontané que nous trouverons de cette façon, c'est 4 autres que nous laisserons de côté si nous n'allions pas personnellement les solliciter, leur prêtant d'abord le journal pour les amener petit à petit à s'abonner ou à l'acheter régulièrement.

Cette campagne d'abonnements qu'il faut engager ou développer est indissociable de la campagne des 15 millions, comme du large travail de propagande pour faire connaître le journal !

Que chaque lecteur fasse, s'il le peut, de nombreux abonnés dans son entourage ! C'est apporter un soutien à long terme au journal, l'aider à être encore plus le Quotidien du Peuple.

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple -service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie
(nom précis de la librairie)

au kiosque
de Monsieur rue n° ville

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt(nombre)

les travailleurs de la fonction publique dans la crise

Dépendant directement de l'Etat bourgeois pour leur emploi, leur salaire et conditions de vie, les travailleurs des secteurs publics et de santé, les «nationalisés» (SNCF, EDF...) sont aussi en prise directement à la propagande de la classe au pouvoir. L'Etat-patron diffuse par ses milliers de «bulletins d'information au personnel», ses «avis hebdomadaires», «conférences d'entreprise»... les consignes, orientations politiques et idéologiques de l'équipe bourgeoise représentant à un moment donné les intérêts de sa classe.

En ce sens, les tonitruantes déclarations de Chirac, dans sa circulaire du 9/10/75, tendant à «l'interdiction des activités politiques dans les locaux administratifs», sont la preuve d'une sinistre hypocrisie ! Pour les travailleurs, le gouvernement du prince Ponia et de Chirac, réserve une politique à l'image des mesures fascistes de l'Allemagne Fédérale, qui, sous prétexte de «faire respecter le principe de neutralité» dans les entreprises publiques, vise à museler les travailleurs, s'attaquer aux droits syndicaux (obtenus par de dures luttes menées jusqu'en 1936 et défendus de même en 53 et 68)... D'autant plus que c'est au même moment que s'étale une propagande gouvernementale massive, diversifiée, s'efforçant d'entraîner les travailleurs de la fonction publique dans la collaboration de classe et le soutien aux plans de «croissance modérée», et à son idéologie de soi-disant «lutte contre le gaspillage». Et pour s'assurer un contrôle plus strict sur cette orientation, pour contraindre les hospitaliers, les cheminots, les travailleurs de l'EDF-GDF ou de la RATP, la bourgeoisie agit démagogiquement le drapeau des «intérêts des usagers» et forme, sous la présidence de ministres ou secrétaires d'Etat, des «commissions paritaires», et autres «comités d'usagers» !

Mais, les secteurs publics et nationalisés ne sont pas seulement le terrain d'action, d'expérimentation massive des nouvelles orientations choisies par la bourgeoisie. C'est aussi le lieu d'intervention affectueux des révisionnistes du P«C»F. C'est souvent de là qu'ils lancent leurs grandes manœuvres : là aussi, que convergent plusieurs de leurs propositions politiques du Programme Commun et au-delà (la «nouvelle démocratie, ouvrant la voie au socialisme»...), notamment avec l'extension des nationalisations et leurs projets de «gestion démocratique».

C'est ce que nous examinons aujourd'hui, dans le débat. Vos lettres ou correspondances téléphoniques, en particulier, à l'occasion des journées d'action syndicale de cette semaine à l'EDF-GDF, à la RATP (mercredi), aux PTT (jeudi), à la SNCF (vendredi)... : c'est ce qui nous permettra de préciser ses premiers éléments.

LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE



LE P«C»F ET LA GESTION DÉMOCRATIQUE DES ENTREPRISES NATIONALISÉES

interview d'un cheminot, délégué de comité mixte d'établissement,

Quotidien du Peuple : Dans de récentes déclarations, entre autres, lors d'interventions de membres de sa direction dans des gares de la Région Parisienne, Nice, ect..., le P«C»F a mis l'accent sur la nécessité de «remettre la SNCF au service de la nation». Qu'est-ce que ça signifie pour toi ?

Jean-Michel : Ça, c'est une parade devant toutes les critiques ; y compris dans la CGT (notamment chez les gars des Voies et Bâtiments et du Matériel, qui sont véritablement exploités à la SNCF) sur ce que vaut le fait d'être «nationalisé», en système capitaliste. Les responsables P«C»F dans le syndicat disent qu'«actuellement, rien n'est plus comme avant. Les monopoles ont repris nos acquis. La SNCF n'est plus une nationalisation véritable». Conclusion : «avec le Programme Commun, on remettrait tout en ordre...»

QdP : Précisément, qu'est-ce que pourrait signifier, d'après ton expérience, leur attitude présente dans la gestion d'organismes comme les Comités d'entreprises ou d'établissement ?

Jean-Michel : D'abord, il faut voir que dans leur tract, ils mettent surtout l'accent sur le fait qu'une renationalisation «au-

thentique», par la gauche au pouvoir, permettrait d'«éliminer les effets les plus nocifs de la concurrence». C'est cela qui les travaille le plus, visiblement. Surtout les gens du P«C»F qui tiennent l'Union Fédérale des Ingénieurs Cadres et Techniciens (U.F.I.C.T. - C.G.T.). On sent qu'ils brûlent d'impatience de remplacer le PDG actuel (Gentil, le mal nommé) pour «réorienter les instruments de gestion en place» comme ils le disaient au moment des élections professionnelles en mai dernier. Ils basent leur propagande sur le fait qu'ils sont de «vrais cadres expérimentés» et qu'ils sont capables de «mettre fin au pillage de la SNCF par les monopoles».

QdP : Alors, que signifierait donc leur «gestion démocratique», comme solution à la crise ?

Jean-Michel : Je ne sais pas trop ce qu'ils veulent résoudre, si ce n'est le sous-investissement chronique dont est victime la SNCF selon eux. Ça ne risque pas de changer grand-chose pour nous, les cheminots. Les «usagers non monopolistes» (les commerçants, les petites boîtes) dont on nous rabat les oreilles (comme dans la grève de novembre l'an dernier, pour freiner

l'action), seraient gagnants avec leur Programme Commun. Mais, pour l'ouvrier immigré qui veut envoyer quelques friandises à sa famille, ce sera toujours cher et compliqué.

QdP : Et quel est l'intérêt du P«C»F dans tout ça, à tes yeux ?

Jean-Michel : Pour moi, c'est surtout leur assurer des fauteuils d'administrateurs sur lesquels ils louchent depuis la Libération. Ils veulent modifier les Conseils et Comités dans le sens d'une gestion par les élus locaux, les représentants de ce qu'ils appellent déjà le «nouvel Etat Démocratique» et les délégués du personnel (dans l'idée bien sûr, qu'ils continueraient indéfiniment à truster les postes, ce qui n'est déjà pas le cas dans notre circonscription où la majorité est sur des positions de lutte de classe). Et tous leurs échafauds rêvent déjà de la création d'un «service particulier chargé des études liées à la participation de la SNCF à l'élaboration d'un plan démocratique». Alors comme «gestion démocratique», ça se pose un peu là : une commission d'experts qui continuera à décider à notre place et à gérer la pénurie d'effectifs, à gouverner les cheminots à coup de primes hiérarchisées, comme maintenant.»

table-ronde avec des travailleurs de la santé

Quotidien du Peuple : Dans la période précédant la situation de crise, on a assisté à une certaine multiplication et modernisation des équipements hospitaliers et pendant le même temps, un essor des luttes hospitalières. Comment l'analysez-vous ?

Martine : La modernisation ? Elle s'est traduite par un hôpital neuf à Clamart, il y a trois ans, dans lequel on a mis la moitié du personnel théoriquement nécessaire. En pédiatrie, le service a ouvert à moitié seulement, puis peu à peu le patron a utilisé les lits de la partie fermée, et au bout de deux ans, tout le service est ouvert et tourne avec la moitié du personnel.

Suzanne : Dans chaque hôpital, on a installé un service de réanimation. Au début, les infirmières ont marché en pensant qu'elles allaient faire partie d'une «équipe» médicale unie. Très vite, elles ont déchanté, c'était superficiel. Les médecins avaient beau les tutoyer, elles n'avaient pas les mêmes avantages. Au contraire, ça leur apportait encore plus de travail.

QdP : La bourgeoisie parle d'appliquer la réforme. Sudreau, d'ama-

niser le travail, qu'en est-il à l'hôpital ?

Martine : Oui, on nous parle d'équipe soignante bien soudée, la surveillante offre le café dans son bureau (aux infirmières seulement), nous parle du travail «plus humain, plus adapté aux responsabilités...» En fait, c'est pour mieux nous diviser et tenter de nous contraindre à collaborer...

QdP : Aujourd'hui, la bourgeoisie répète sur tous les tons : «il faut limiter et faire attention au gaspillage». Elle veut faire payer la crise à la classe ouvrière. Mais comment se manifeste concrètement cette attitude dans les hôpitaux ?

Suzanne : C'est très net : les seringues en plastique, on nous les donnait il y a quelques années en expliquant qu'il fallait abandonner les seringues en verre à cause du risque d'hépatite. Maintenant, on nous les supprime. Tout le matériel jetable est rationné, les compresses, on en a moins...

Renée : Au laboratoire, c'est pareil. Il faut faire attention à la vaisselle, on a été réduit sur les produits d'entretien. C'est d'ail-

leurs pour des raisons d'économie qu'on met en place sur l'hôpital une équipe de ménage ; un seul nettoyage par jour avec économie de produits puisque l'équipe est contrôlée par des chefs et des sous-chefs !

Michèle : Les malades ressentent déjà les restrictions. Il n'y a plus de petits pots, de jus de fruits, d'eau minérale... Un comité anti-gaspillage existe sur l'hôpital, mais il fonctionne à sens unique. Dans mon service, un agent hospitalier m'a demandé du Mercryl pour nettoyer par terre parce qu'il n'y avait plus d'eau de javel, ni de poudre : la surveillante avait pris tous les stocks pour sa maison de campagne !

Ernest : «On est tous sur le même bateau, on doit tous serrer la ceinture» ; ça ne prend pas du tout à l'hôpital ! On se rend bien compte que c'est toujours le même citron qu'on presse et les mêmes vaches qu'on engraisse !

QdP : Les restrictions se font aussi sur les effectifs. Est-ce que le manque d'effectifs n'est pas un chômage camouflé ?

Ernest : Ce qui se passe, on ne remplace pas ceux qui tombent malades ou qui partent de l'hôpital, on n'embauche plus de personnel à l'assistance publique, mais par contre, on embauche des intérimaires payés 200 F moins cher et qui font les bouches-trous... Le coup du «salaire d'appoint», il n'est pas question de s'y laisser prendre...

Michèle : La réduction des effectifs est criante. C'est du fait qu'il y a de plus en plus de travail, d'actes médicaux et de malades à soigner et le même personnel soignant. A Saint Antoine, les urgences fonctionnent un jour sur deux. Les malades sont de plus en plus mal soignés ; hier encore on a renvoyé chez elle une malade qui souffrait, parce qu'on avait besoin de son lit pour une autre.

Suzanne : Les malades, c'est nouveau, protestent de plus en plus. La question de l'unité entre les travailleurs soignés, victimes de la politique anti-gaspillage et des hospitaliers, victimes des économies de personnel doit se construire contre la crise, contre la politique de la bourgeoisie dans la crise !

(extraits du bulletin patronal «Assistance Publique Actualités»)

GASPILLAGE



politique

UN «FAIT DIVERS» TROP FREQUENT !

Mr Baete, employé à la SATAM, à la Courneuve en revenant de déplacement, a trouvé les corps de sa femme, de ses deux filles et de leur grand-mère, asphyxiées. D'après les premiers éléments, il semble que ce soit un chauffe-eau défectueux qui ait causé cette asphyxie. Le chauffe-eau, comme la plupart des modèles anciens n'était pas muni de dispositif de sécurité. Or c'est la majorité des foyers populaires qui en sont équipés, et qui hésitent à dépenser 500 ou 600 F pour un chauffe-eau neuf, seule solution que proposent les revendeurs.

DES MINETS QUI NE MANQUENT PAS DE SOUFFLE !

Les jeunes Giscardiens, qui se considèrent comme le seul mouvement de jeunes de la majorité et à ce titre veulent présenter un candidat dans chaque département pour les prochaines cantonales ne se prennent pas pour rien : « Nous avons l'intention de prendre la relève de la génération de la résistance ». Quand on sait que ces fils de bonne famille collaient les affiches électorales de Giscard avec les petits nazillons d'Ordre Nouveau, quand on sait de quels côtés étaient leurs parents pendant la Résistance, on ne peut s'empêcher de se demander de quelle génération il s'agit !

NICOUD CHEZ GISCARD



des manifestations violentes à la concertation avec Giscard

DU SAC DES PERCEPTIONS AUX FAVEURS DE L'ELYSEE

Nicoud reçu à l'Elysée alors qu'en mai dernier il était encore en prison pour l'occupation de locaux des contributions directes. C'est l'illustration des oscillations de la politique suivie par le CID-UNATI qui regroupe entre 20 et 30% des artisans commerçants. Ce mouvement qui regroupe petits et gros commerçants aux intérêts divergents est passé progressivement de la lutte violente contre le gouvernement à la conciliation. Alors que Fourcade annonce qu'il va taxer les marges commerciales, Giscard cherche en recevant Nicoud à désamorcer le mécontentement des petits commerçants.

Nicoud s'affirme prêt au dialogue avec « le président de tous les français ». Voilà qui fixe d'emblée les limites du mouvement qu'il dirige. Les fondements de la révolte des petits commerçants sont pourtant bien établis.

De ces tractations que peuvent escompter les petits commerçants ? Plusieurs milliers d'entre eux, cette année comme les précédentes, devront fermer boutique et chercher un autre emploi, ou prendre la retraite. L'an dernier 8 000 commerces d'alimentation ont fermé. C'est le secteur le plus touché, car dans les autres branches les créations dépassent les suppressions. Dans l'ensemble, le nombre de commerces de détail reste à peu près constant, mais il y a rééquilibrage au profit du commerce moderne : radio-électricité, habillement... au détriment du commerce traditionnel : alimentation 21 000 fermetures entre 66 et 70 et les cafés : 1 757 fermetures en 72.

La vague de fermeture des petits commerces correspond à une « modernisation » des circuits de distribution par la création de grandes surfaces qui peuvent vendre moins cher du fait des énormes quantités de produits qu'elles commercialisent. Deux catégories de grandes surfaces se sont développées : les super-marchés (surface de vente comprise entre 400 m² et 2 500 m²) il y en avait 2 719 au

premier janvier 75 et les hyper-marchés (surface de vente supérieure à 2 500 m²) : 292 à la même date. Les grandes surfaces qui faisaient 14,9% du chiffre d'affaires total du commerce en 68 en faisaient 34,02% en 72.

La loi Royer adoptée peu de temps avant les élections législatives a ralenti le nombre d'implantation de nouvelles grandes surfaces : il y en a eu environ 30% en moins en 74 : 23 hyper-marchés créés en 74 contre 49 en 72. Cette loi soumet la création des nouvelles grandes surfaces, supérieures à 1 500 m², à l'avis d'une commission d'urbanisme commercial, comprenant des représentants des commerçants. Après un peu plus d'un an d'application de cette loi il apparaît qu'elle n'a pas totalement empêché les créations de grandes surfaces. Ce contrôle était souhaité par certains des grands patrons des chaînes d'hyper-marchés, Carrefour notamment qui s'inquiétaient d'une exacerbation de la concurrence. Il est significatif de noter que les interdictions signées par Ansquer en 74 (166 contre 279 autorisations), concernent les endroits où il existait déjà des hyper-marchés, par exemple à Belfort où 4 supermarchés étaient en concurrence, un seul a été autorisé. Cette loi présentée démagogiquement à l'origine comme une protection du petit commerce contre les grandes surfaces, est en fait utilisée comme moyen de contrôle de leurs créations.

Les petits commerçants n'y ont rien gagné.

Entre ces deux termes de la contradiction à laquelle elle est confrontée : soit maintenir l'existence d'une petite bourgeoisie importante, et préserver l'alliance avec elle contre la classe ouvrière, soit adapter les circuits de distribution aux besoins du capitalisme par la concentration du commerce et la liquidation du petit commerce, la bourgeoisie a fait son choix : la liquidation des petits commerçants. Ses efforts visent seulement à empêcher que cela ne provoque trop de remous.

Serge LIVET

QUAND L'AGEL-UNEF VOLE AU SECOURS DU CAPITALISME...

Demandant une allocation d'étude de 600 F pour les étudiants, et se félicitant d'être encensée par « Le Monde », l'UNEF reprend à son compte l'article du « Monde » : « Cette année, cette revendication devrait provoquer l'adhésion des pouvoirs publics. Parce que leurs moyens financiers sont insuffisants, les étudiants n'épargnent pas. Les sommes qui leur seraient allouées seraient donc immédiatement dépensées. La consommation bénéficierait ainsi d'un coup de fouet supplémentaire. Poussant plus loin son raisonnement, l'UNEF suggère que soit étendue, en permanence, aux étudiants les plus nécessiteux ce système. Beaucoup d'entre eux pourraient alors renoncer à leur travail salarié, libérant ainsi des emplois pour les chômeurs... »

Que les étudiants soient un bon marché potentiel, le capitalisme l'avait compris depuis longtemps... mais que les étudiants puissent résorber le chômage, ils n'y avaient pas encore pensé...

ROCARD CONFIRME «SES AVEUX»

Dans une interview publiée la semaine dernière, Rocard expliquait que le PS devait être dominant dans la gauche, mais que « réduit à 13% des voix, le PC risquait de tomber dans des déviations sectaires ». Contestant ces déclarations, Rocard les a un peu adouci hier, mais a confirmé sa profession de foi : « Je suis un social démocrate... Un parti social démocrate c'est (entre autre) un parti qui, en matière économique, accepte la machine à produire du capitalisme, mais qui corrige les conséquences notamment par la fiscalité et par l'enseignement ». Et lorsqu'on accuse d'être un spécialiste du double langage, il répond : « Non. Je suis au contraire assez constant dans mes idées... »

De la constance de votre défense du capitalisme, couvert à une époque d'un pâle vernis révolutionnaire, nous n'en avons jamais douté, Mr Rocard.

«L'Étincelle» à Changhaï : UN MAGASIN COMME LES AUTRES

Ouvert tous les jours 24 heures sur 24, le magasin Singhouo («Étincelle») à Changhaï est une confiserie-pâtisserie, où l'on vend aussi, pour la commodité des clients, divers articles de consommation courante (cigarettes, brosse à dents ou même abonnements pour transports publics). Comme dans tous les magasins chinois, des pompes à vélos sont gracieusement mises à la disposition d'un public, pour lequel la bicyclette est le moyen de transport privilégié.

Tous les jours, 36 vendeurs, répartis en trois équipes, reçoivent près de 10 000 clients, et leur distribuent aussi bien des produits de consommation que des services (renseignements sur les services publics, transports, hôtels...). Un détail frappant : deux cahiers sont accrochés au mur qui permettent aux clients de formuler des suggestions ou des remarques ; y figurent aussi les réponses faites par le magasin. Par ailleurs, celui-ci envoie souvent des membres de son personnel dans les usines, régions rurales et quartiers d'habitation des alentours pour solliciter l'opinion des gens, ce qui permet de varier le stock d'après les besoins des acheteurs, et d'améliorer le travail.

Le petit commerce :

Il n'y a plus, en Chine, de commerce privé : après la Libération, les petits commerçants se sont groupés dans des coopératives et en général, ils continuent à travailler dans la boutique où ils étaient avant, de même que les anciens vendeurs. Ce regroupement en coopératives s'est fait par étapes, et sans mesures coercitives. Néanmoins le réseau des petites bou-

tiques a été préservé, en sorte qu'il existe à l'heure actuelle en Chine une multitude de petits magasins, de centres de distribution et de grandes surfaces d'Etat, répartis en circuits organisés de distribution.

Les circuits de distribution :

Les marchés urbains sont approvisionnés par des stations de vente en gros relevant d'une société municipale de distribution (par exemple, la Société des légumes de Shanghai). Il existe un service spécial de préposés à l'approvisionnement qui visitent les stations de vente et les communes populaires fournisseuses.



pour s'informer de l'état des stocks et de la production. Les stations de vente, qui sont d'Etat, achètent selon un plan, les légumes produits, quelles que soient les saisons et les récoltes. Ainsi, en cas de surproduction, toute la récolte est achetée au prix fixé antérieurement. S'il y a une mauvaise récolte, les produits sont achetés au prix fixé par le plan, et, de plus, une somme pouvant équivaloir à 30% de ce prix est versée aux équipes de production des communes populaires pour les indemniser de leurs pertes. D'une façon générale, l'écart pratiqué par les stations de vente entre les prix d'achat et les prix de ventes

n'excède pas 4%. De plus, les bénéfices résultant de cet écart peuvent être utilisés pour indemniser les équipes de production, dans l'intérêt des paysans.

Vendeurs et clients :

Un autre trait frappant des magasins en Chine, outre l'étonnante stabilité des prix depuis plus de dix ans : les relations de type nouveau entre vendeurs et clients. Ces relations sont facilitées par une donnée majeure : les clients savent tous que les bénéfices des magasins sont destinés à l'assurance-travail des travailleurs du commerce, à l'amélioration de leur bien-être.

aux impôts payés par les magasins et aux fonds d'accumulation. En d'autres termes, du client au vendeur, il y a la même solidarité : celle des masses construisant le socialisme. Ce qu'illustre bien l'anecdote racontée au magasin de céréales de Soutchéou : un vendeur avait par inadvertance donné 4kg de riz en moins à une fillette de 11 ans. Une liste de 4 000 familles fut épluchée et 83 d'entre elles visitées avant de retrouver l'intéressée. La vendeuse qui raconte cette histoire conclut : « dans le commerce aussi nous appliquons la directive du Président Mao : « Servir le Peuple ». »

Camille NOEL

Pasolini assassiné

Le cinéaste Pier Paolo Pasolini a été découvert assassiné à quelques kilomètres de Rome.

Il reste peu connu en France des couches populaires.

C'est le plus souvent la crise idéologique qui secoue les intellectuels qu'il a reflétée. Tant dans ses écrits, que dans ses films, il s'est fait le rapporteur des fausses solutions dans lesquelles tombent une part des fils de la bourgeoisie en révolte contre l'avenir et le rôle auquel on les destine. Marginalisation dans la solitude d'un désert pour échapper à la société, oubli total dans la recherche exclusive du plaisir individuel, ou bien encore dans les « contes » qu'il mettait en image, recherche du bien-vivre dans les traditions de vie du moyen-âge, voilà les principaux thèmes qu'il a illustrés.

Néanmoins, il faisait figure, en Italie, d'artiste contestataire, dénonçant, à sa manière, certains aspects du fascisme. A ce titre, il était haï et attaqué par les fascistes italiens. Il n'en faut pas plus pour que les révisionnistes de l'Humanité proclament : « c'est un combattant de la liberté qui disparaît ».

Le crime a toutes les apparences d'un crime de mœurs. Pasolini, homosexuel notoire, aurait été assassiné par un jeune garçon qu'il avait amené dans sa voiture. Toutefois, il n'est pas impossible que le crime ait été « arrangé » par des fascistes.

C'est pourquoi Amaury dans son « parisien libéré » parle aujourd'hui de « justice du ciel » contre la dégénérescence.

RHÔNE-POULENC (Chalampé) Lutte contre le chomage partiel

Grève aux usines RHÔNE-POULENC à Chalampé. Avant le 22 septembre, mouvement de grève perlée par équipes à l'initiative de la section CFDT, très combative. Compte tenu de la décision maintenue de la direction, d'imposer un chômage partiel, réduisant les heures de travail effectif à 36, le mouvement se durcit et, à partir du 15 octobre l'équipe du soir décide la grève illimitée pour le lendemain. Face à l'attitude de la direction le jeudi 16 octobre la masse des travailleurs décide l'occupation. Sur 1580 travailleurs, on ne compte que 250 non-grévistes menés par la CGC et la CFT.

L'occupation passe par deux stades : avant le 22 octobre, il n'y a pas de piquet de grève et les non-grévistes peuvent travailler mais la détermination des travailleurs grandit et ils imposent l'occupation avec piquet de grève. La démarcation entre la conciliation, la trahison des luttes et l'offensive ouvrière se fait jour. La section CGT se désolidarise du mouvement et après que Tinelli, secrétaire général de l'UD-CGT du Haut-Rhin, se soit fait huer par les ouvriers, plus aucun syndicaliste CGT n'occupe l'usine.

Dans le cadre de la popularisation de la lutte, une première occupation, d'une heure, « léga-

le » du port-frontière de Chanlampe a lieu. Dans un deuxième temps, toujours dans un cadre « légal », une manifestation a lieu à la sous-préfecture de Mulhouse et ne donne aucun résultat. A partir de ce moment, une action « sauvage » est décidée avec une seconde occupation du port de Chanlampe par les grévistes. Ils ne seront délogés que par les gendarmes mobiles et les CRS au bout de 3 h. La direction tente de faire pression durant la grève en employant des lettres d'avertissement et en réquisitionnant « pour maintenir la sécurité », aidée dans cette tâche par la CFT.

Actuellement, les grévistes de Rhône-Poulenc Chalampé s'apprêtent à répondre aux propositions de la direction qui exige l'évacuation pour pouvoir négocier, par l'imposition de nouvelles revendications :

- paiement des jours de grève,
- retraite à 60 ans pour l'ensemble du personnel et à 55 ans pour les postés.

Une délégation de deux militants syndicalistes de Rhône-Poulenc Vitry, confrontés eux-mêmes à la répression, ont, dès samedi, pris contact avec ceux de Chanlampe afin d'élargir le mouvement au niveau du trust.

Correspondant.

AIR FRANCE COMMUNIQUÉ CGT-CFDT



Ce matin, à 4 h à Orly sud, et à 4h30 à Orly nord et à Roissy la direction d'Air France, avec l'accord du pouvoir, a fait intervenir brutalement d'importantes forces de police contre les travailleurs d'Air France en lutte pour leurs revendications.

Plus d'un millier de CRS et gardes mobiles, guidés par un haut cadre de l'entreprise, ont investi les installations de l'entreprise ainsi que les locaux syndicaux et ceux du Comité d'Etablissement en violation de la loi. Cet acte n'honore pas ses auteurs, il est significatif de la duplicité du pouvoir et de la direction, d'autant plus que cette dernière faisait annoncer depuis 24 h la reprise des discus-

sions, alors que celles-ci ont été rompues samedi de son fait.

Mais si le pouvoir et la direction générale espèrent régler un conflit de cette façon, ils se trompent lourdement. La détermination des travailleurs sera à la mesure de la provocation.

Déjà les centres de Roissy et d'Orly viennent de se prononcer pour la poursuite de l'action sous forme de grève de 24 h.

La direction doit retirer ses forces de police et engager immédiatement des négociations en vue de répondre aux revendications !

C'est le seul moyen de résoudre le conflit.

DUPRÉ (Verdun)

Les travailleuses de Dupré tiennent le Quotidien du Peuple au courant de leur lutte :

Elles entament leur 5ème semaine d'occupation de l'usine. Actuellement, elles travaillent par équipes à l'intérieur de l'usine, 2 à 3 h. par jour, leur production sera bientôt mise en vente par l'intermédiaire de comités d'établissement d'autres entreprises.

Pour populariser leur lutte et fermement décidées à obtenir « quelque chose de valable » elles ont occupé la semaine dernière, un monument de Verdun « La Tour-Chaussée », occupé la chambre du commerce et de l'industrie à Bar-le-Duc pendant une réunion de la direction.

Ce matin, elles sont retournées à la mairie où le maire leur a répondu très gentiment comme d'habitude qu'il faisait tout ce qu'il pouvait mais qu'il n'était pas le bon dieu !

Le soutien de la population est très chaleureux et s'intensifie toujours : collecte et petites ventes sur les marchés ont déjà rapporté 20 000 F.

PELET (Vienne)

"balayer les hésitations"

Chez Pellet, usine de chaussures qui emploie 450 travailleurs, à Vienne, la lutte s'est engagée il y a une semaine sous forme de débrayages : la direction veut licencier 29 ouvriers, et en forcer d'autres à des départs « volontaires », après des congés de maternité par exemple. Dans la ville, beaucoup d'affiches, de gros bombages : « Non aux licenciements ! » La lutte s'est engagée à l'appel de la CFDT, seul syndicat au départ. Depuis peu, une section CGT s'est montée, à l'initiative de jeunes travailleurs combattifs, l'action passée de la CFDT étant pas mal critiquée.

« Pourquoi ces licenciements », se demandent les ouvriers. Ces derniers temps, une partie de l'usine travaillait 36 h par semaine, l'autre 40 h. Pourtant, « on

nous bourre de plus en plus, on nous suit aux W.C. Quand on ne va pas assez vite, la direction nous remplace pour que ça aille plus vite ». Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que la production n'a pas baissé, vu l'intensification du travail et les chefs qui menacent sans cesse.

Quel est donc le but du patron ? Veut-il liquider la boîte, et faire seulement du marché, vendre des chaussures produites à l'étranger ? Pour désamorcer la combativité des ouvriers, pour les diviser, le patron essaie de faire croire qu'une fois ces licenciements effectués, ça ira mieux, que la situation sera assainie. Comment combattre ces arguments ? Pas de réponse des directions syndicales ! Pourtant quels que soient les buts du

patron, les conséquences pour les ouvriers sont claires : soit le chômage, soit les cadences encore plus élevées pour ceux qui restent. C'est dès maintenant qu'il faut donc renforcer la lutte.

Aujourd'hui, une autre usine Pellet est occupée, depuis deux mois, contre les licenciements, au Péage. Ils craignent l'intervention des flics. L'unité, la lutte solidaire des ouvriers des trois usines, Péage de Roussillon, Viviville et Vienne, n'est-elle pas nécessaire pour mettre en échec les plans du patron ? C'est ces questions que se posent aujourd'hui les travailleurs de Pellet-Vienne. Pour que les hésitations soient balayées, ils ont besoin de perspectives claires.

correspondant Givros

blanchisseries de Pantin

Jeudi soir, c'était la paye. Les travailleurs ont du faire face à une nouvelle manœuvre de la direction : sur ces fiches de paye, seulement la moitié du salaire était portée ; et le chantage : « vous-aurez le reste si vous reprenez ». Quelques travailleurs ont repris. Combien ? 10 selon les responsables CFDT, 2 ou 3 selon les travailleurs. Nombres différents, qui correspondent à 2 visions différentes de la grève. Pour les travailleurs, la question qui se pose c'est : « Comment renforcer la lutte, la mobilisation ? » alors que pour ces permanents c'est : « Puisque c'est fichu, (on se demande pourquoi ?) comment reprendre le mieux possible ? »

Ces 2 positions n'ont rien d'étonnant. Face aux travailleurs, qui se

Renforcer la mobilisation

jugeant inexpérimentés venaient leur demander de l'aide, qu'ont-ils fait ? quel syndicalisme ont-ils voulu mettre en œuvre ? Aux ouvriers combattifs, qui voyaient l'importance de gagner les non-grévistes, ils ont mis surtout en avant : la force du patron, de la C.F.T., la présence des C.R.S. dès le premier jour, les empêchant ainsi de développer leur initiative. Ainsi un ouvrier immigré nous a dit : « je me suis mis en grève le 2^e jour parce que j'étais directement en contact avec les chauffeurs par mon travail, je pense qu'il y a des tas de gens qui ne sont pas en grève parce qu'ils ignoraient le pourquoi de la grève, surtout avec les mensonges du patron ». Beaucoup croient que la grève c'est seulement pour la réintégration de Médina que le patron

traite de voleur. « Ils ne savent pas que c'est pour permettre que se monte un syndicat ». Si le patron y est opposé, c'est qu'il sait bien qu'une section syndicale dans son usine, cela signifierait pour lui la fin de son « règne ». En effet, cela permettrait aux travailleurs des différents secteurs de rompre l'isolement, de s'unir pour des revendications communes et de lutter ensemble. Pour cela, le patron est prêt à tout chantage, mensonge, agression, etc. L'avis de ce travailleur, c'est qu'« on n'avait pas assez informé les non-grévistes ». Un autre gréviste (et il est loin d'être le seul) disait que la meilleure solution était peut-être « de bloquer les portes » ou d'empêcher les camions de sortir, l'« aide » apportée par les permanents CFDT a

consisté à rejeter cette idée, s'alignant en fait sur la position du maire PCF : « si vous faites une action de ce type, vous n'aurez plus mon soutien, ni celui de la population (1) »

A Elis, lundi matin, le patron était là dès 5 h, pour voir rentrer les ouvriers. Enfin, c'est ce qu'il espérait ! Il en a été pour ses frais. Un certain nombre ont repris, mais près de 80 grévistes sont décidés à continuer jusqu'au bout.

La poursuite de la lutte dépend donc d'eux, de la capacité de ces travailleurs à rejeter les perspectives démobilisatrices des directions syndicales et prendre en main de nouvelles initiatives.

Cellule Aubervilliers du PCR(ml)

en bref

CAEN

SMN : Pour la suppression du travail le samedi.

Suite au refus de la direction de déplacer leur repos compensatoire qui tombe un jour férié, les travailleurs du TF 2 (train à fil n° 2) remettent en cause le travail le samedi. Les postes de 6h-14h et 14h-22h du TF 2 et du TPF (train à petits fers) ont débrayé pour exiger l'acquis définitif du samedi de nuit, et pour la suppression des 6h-14h le samedi.

D'autre part, une équipe de dépanneurs chargés de changer une veine, sans arrêter le train, a refusé d'effectuer le travail sans l'arrêt total du train. Ils exigent le respect de leur sécurité. Lorsqu'il y a un arrêt technique ou pour l'entretien, les chefs sont derrière eux pour exiger un redémarrage le plus tôt possible. Mais nous disons : assez !

MINES DE SOUMONT A POTIGNY : Grèves pour les salaires.

Il y a quinze jours, les travailleurs des fours à griller le minéral engageaient la lutte débrayant un poste sur deux. Face à cela, la direction lockoute les mineurs au fond. Mais sa manœuvre échoue, la solidarité a joué entre les mineurs et les travailleurs de surface.

Depuis, la lutte s'est transformée en baisse générale de la production. Ce qui gêne pas mal la SMN, principal acheteur du minéral et qui a plusieurs commandes en cours. Mais les travailleurs de la SMN sauront profiter de cette situation pour être solidaires de leurs camarades de Soumont, et engager eux aussi la lutte.

Correspondant cellule PCR(ml) de la SMN.

RENAULT DEMANDE 30 MILLIONS DE DOMMAGES A LA CGT

30 millions, c'est la somme que demande la Régie Renault à la CGT des usines du Mans, en guise de dommages et intérêts, après la grève de neuf semaines, en mars et avril dernier, pendant laquelle les 4200 OS avaient fait la grève de l'« enthousiasme ». En pleine lutte, elle avait déjà assigné la section CGT de Renault le Mans en justice, et réclamé 6 millions de dommages. Encore une usine, où les patrons poursuivent leur offensive anti-syndicale.

ANGERS - ARDOISIÈRES

Nouvel accident mortel au puits 25 des Fresnais (c'est le troisième en trois ans dans ce puits). Alors que la direction invoque la fatalité ainsi que la presse locale, nous disons qu'une fois de plus les cadences et l'insuffisance des moyens de sécurité, conséquences du capitalisme, sont responsables. Correspondant Angers

TROISIÈME SEMAINE D'OCCUPATION A PONT-DE-VAUX (Ain)

Les 60 ouvriers de la Chaudronnerie Industrielle Pontévallaise de Pont-de-Vaux dans l'Ain, occupent leur usine depuis le 20 octobre. Ils exigent :

- l'augmentation des salaires et leur alignement sur ceux de la Roche-sur-Yon,
- l'amélioration des conditions de travail et la fin des cadences,
- la réduction des horaires sans perte de salaire...

jeunes

interview de marie claire Picard, avocate

Marie-Claire Picard participe à la défense du C.A.P. (Comité d'Action des Prisonniers).

Quotidien du peuple : Selon les chiffres officiels de 1974, 65 % des détenus ont moins de 30 ans. L'écrasante majorité vient des couches populaires et près de 50 % ont moins de 25 ans. Comment cela se passe-t-il pour les jeunes qui se sont fait arrêter et qui se retrouvent devant un juge ?

MCP : D'abord, cela se passe différemment en fonction de son milieu social. Par exemple la peine est plus lourde s'il s'agit d'un jeune immigré : il est fréquent d'entendre : « La France vous a accueilli, vous ne lui en savez même pas gré, retournez chez Monsieur Boumédienne ».

Les mineurs comparaissent devant le tribunal pour enfants. Le juge pour enfants intervient théoriquement dès lors qu'il y a « enfance en péril ». C'est ainsi qu'il peut placer un mineur, sans même qu'il y ait délinquance, dans un foyer d'éducation surveillée. L'assistance éducative est en quelque sorte une répression préventive. Personnellement, je considère cette justice comme la sous-justice. Très peu d'avocats s'orientent vers elle. Il y a quelques temps, j'ai demandé à assurer des permanences au tribunal pour enfants de Nanterre. J'avais non seulement à défendre tous ceux qui n'avaient pas d'avocats mais aussi tous ceux dont la famille en avait choisi un qui ne s'était pas déplacé sachant pertinemment que la famille ne pourrait pas le régler. Les dossiers sont à la disposition de l'avocat de permanence avant l'audience. Cela signifie pour celui-ci : se déplacer à l'avance pour étudier des dossiers sans savoir quels seront ceux dont il devra s'occuper. L'avocat permanent est finalement le bouche trou qui permet au barreau de proclamer démagogiquement que la défense est la même quels que soient les avocats et les moyens financiers du prévenu. Ça n'est qu'illusion.

Quand la défense existe, on peut dire qu'elle a de toute façon une orientation politique. Dans un même cas, on peut plaider l'enfance malheureuse et le repentir ou démontrer les causes économiques du délit. On obtient souvent de meilleurs résultats en plaçant « politique ».

QdP : Comment explique-tu ça ?

de nos correspondants

GRENOBLE : LES JEUNES DE LA CITE MISTRAL

Le numéro d'octobre de « l'upercut », journal de la cité P. Mistral est paru. Au sommaire, des articles sur la rentrée des classes, la signification de l'utilisation massive de la police, le chômage et les droits des jeunes, le rock, etc... Dans ce numéro, les jeunes font part, à partir de leur propre expérience, de leurs réflexions sur la délinquance et la répression anti-jeunes ; ils appellent à renforcer le Comité anti-répression qu'ils ont créé.

Pour tout échange d'expériences, s'adresser à :

Paganon Fred
Maison pour tous, Mistral
21 rue Albert Thomas
38100 Grenoble

LES APPELÉS LUTTENT CONTRE LES ACCIDENTS

Dans un tract distribué dans une caserne de St Windel en



MCP : L'affaire ne passe pas comme une autre. Les juges ne tiennent pas à favoriser les mouvements, la publicité, les conférences de presse.

QdP : En tant qu'avocate, tu as des éléments sur ce qui se passe à l'intérieur des prisons ?

MCP : J'ai certains éléments du fait que je m'y intéresse notamment en tant qu'avocate ayant plaidé pour le C.A.P. (Comité d'Action des Prisonniers). Le travail d'organisations de ce type, montées par des détenus et des gens extérieurs, de diverses tendances, contribue largement à la dénonciation du système pénitentiaire. Il faudrait aborder la question de la détention préventive, avec les suicides et les mauvais traitements. 2/3 des suicides dans les prisons concernent des détenus en préventive. Dans les prisons, il y a en moyenne 4 tentatives de suicides par jour, surtout des jeunes. Rappelons Patrick Mirval, 20 ans, en détention préventive pour un vol présumé de 57 F, et mort mystérieusement à Fleury-Mérogis, le 22 février 74, dans l'attente de son jugement, etc, etc... Le directeur peut user, et abuser, de son pouvoir disciplinaire lorsqu'il y a une infraction au règlement. Les prisons jouissent en effet d'une relative autonomie et, de ce fait, ont chacune leur règlement propre, la plupart du temps méconnus des principaux intéressés. Le type d'infraction, c'est par exemple : « a été trouvé à la fin d'une fouille en train de manger un bonbon », « a ri à une réflexion de son surveillant » ou « a frappé un gardien », « a refusé de sortir à la promenade » etc... Le directeur convoque alors le détenu devant un tribunal qu'il préside : le Prétoire. Il n'y a ni défense, ni contrôle, ni possibilité d'appel. Le détenu est sermoné ou sanctionné. La sanction touche ses conditions de détention. En général c'est le mitard : le détenu, placé 8 jours, parfois un mois, dans une cellule particulièrement sombre

et isolée, n'a plus le droit aux visites, ne travaille plus avec les autres etc...

QdP : Et quand vient la libération, que penses-tu qu'il se passe ?

MCP : Sans aucun doute, le gars est marqué. Il aura du mal à trouver du travail même si les casiers judiciaires étaient supprimés car il y a toujours des trous et des employeurs qui se renseignent et il n'y a à priori aucune raison pour que le gars qui a commis un délit dans une certaine situation, ne recommence pas dans une situation pire. On nous parle aussi de sursis avec mise à l'épreuve : cela constitue bien souvent un frein à la réinsertion qu'il est censé faciliter car l'intéressé est par exemple obligé de se rendre aux convocations du juge d'application des peines, ce qui lui occasionne des difficultés avec son employeur, s'il en trouve un.

QdP : Est-ce que le cas de Jean-Pierre de Bruay, est un cas typique ?

MCP : Absolument, du fait qu'il a été emprisonné et qu'il n'a pas trouvé d'emploi à la sortie. Georges Pinay, son avocat, a très bien expliqué qu'on ne reste pas longtemps en prison sans conséquences.

QdP : En fait on ne peut parler de justice en système capitaliste ?

MCP : L'amélioration de la justice au sens où l'entend ceux qui la rendent, c'est en fait la répression accrue. Par exemple, dans le cadre de la réforme pénale, votée, et applicable au 1^{er} janvier 1976, ils ont inventés la « peine différée ». Il s'agit d'un procédé qui leur donne tout loisir d'une répression encore plus lourde en faisant planer sur le « délinquant » la menace d'une condamnation dont celui-ci ignore à l'avance l'importance et qui dépendra de sa bonne conduite pendant par exemple deux ans. Il est évident que s'il commet le moindre délit...

Sarre, le Comité de soldats du 1^{er} RGT de cuirassiers proteste contre la mort d'un brigadier chef et les blessures de 3 soldats victimes d'un accident de char.

Le Comité souligne que cet accident, comme beaucoup d'autres, aurait pu être évité :

- « si les pilotes de chars du 5^e escadron avaient une véritable formation et un entraînement suffisant ;
- si les véhicules, d'un modèle militairement périmé et techniquement dangereux, n'étaient pas engagés dans de telles manœuvres, surtout s'ils sont en mauvais état ;
- si l'on n'avait pas exigé, des pilotes, des efforts les réduisant à un total état d'épuisement. »

La réponse a été l'habituelle descente de la sécurité militaire. La lutte continue.

PARIS : DES LYCÉENS RÉVOLUTIONNAIRES CONTRE LES NUISANCES CAPITALISTES

Récemment, a été formée à Paris, une coordination écologi-

que des lycéens et des étudiants. Dans un appel diffusé largement, ils déclarent : « Trop souvent, on croit que l'écologie n'a rien à voir avec la politique ; bien au contraire ! Si elle s'en prend au capitalisme, c'est parce que son fondement même, est contraire à celui-ci. La société capitaliste, fondée sur l'exploitation du prolétariat... ne respecte ni l'homme, ni la nature : or, le combat écologique lutte pour ce respect de l'homme et de la nature entre autre. »

Corr. A.P. Paris

BLOIS LUTTE CONTRE LES ÉLECTIONS BIDONS

Dès le début de l'année scolaire, une action a été engagée par le Comité de Mobilisation du lycée Augustin Thierry de Blois. Dans les classes, ses membres se sont présentés en tant que délégués de lutte, sur la base d'une plate-forme de revendications, qui doit être enrichie par la discussion au sein de l'assemblée générale des élèves. Ils ont dénoncé le caractère fantôme des postes qu'on propose aux lycéens dans le conseil d'administration. Afin d'en faire la

L'éducation surveillée

Reportage de Gilles RANCIER

Aux portes de Paris, à quelques mètres du périphérique, on trouve l'un des plus importants foyers d'éducation surveillée. A peine dans la place, un sbire accourt aux nouvelles... « Ah, tu viens voir un copain... vous vous connaissez, bon, bon très bien mais allez plutôt discuter dehors ». Discussion avec des jeunes : 110 jeunes « délinquants ou cas sociaux » de 16 à 21 ans échouent dans ce foyer, souvent après être passé par d'autres établissements du même genre. Celui-là y a été envoyé directement par le juge à la suite d'un vol de mobylette, la venue de tel autre est le résultat de tout un chemin partant des difficultés des parents, et passant par la fugue, la zone, la manche et les conneries.

Trois types du foyer, intrigués, arrivent. J'apprends que j'ai affaire au sous-directeur, à un éducateur et à un psychiatre. « Votre démarche est à priori intéressante » me disent-ils, « mais ne restez pas dehors, le foyer vous est grand ouvert, vous boirez bien quelque chose ». Quel accueil ! En tout cas, c'est l'occasion de confronter l'avis des gars avec leur point de vue. Dans ce foyer, le jeune peut ne pas rentrer de la nuit ou même partir un mois l'été. On lui demande 250 F par mois, sauf s'il est scolarisé. On lui paye alors transports et cantine et on lui donne 30 F d'argent de poche par semaine comme aux sans travail auprès de qui on n'insiste pas pour payer. Dans ce foyer « modèle », le jeune se voit proposer le club de foot, le bricolage ou la peinture à l'atelier. On lui demande de choisir les films pour le ciné-club. « Mais que te manque-t-il donc ? » lui demande-t-on à chaque rechte.

« Avant tout, disent mes trois interlocuteurs, il faut que vous compreniez bien que le meilleur service à rendre aux gars, c'est de ne pas

parler d'eux. Il faut tendre à leur banalisation qui est une des conditions de leur réinsertion. Pensez à l'esprit du jeune sous le nez de qui un patron ou un collègue va mettre un article de presse comme il y en a eu récemment : « tu es de ce foyer et bien mon gars, ça a l'air d'être un drôle de souk », ça y est, l'étiquette est collée ». Les gars eux-mêmes insisteront sur ce point : « si le foyer ferme, pour les 3/4 d'entre nous, c'est la rue ».

Mais les jeunes se méfient à priori de leur encadrement. Et pour cause ! Il n'est pas question pour les jeunes de participer aux réunions hebdomadaires de cet encadrement et cela ils ne l'acceptent pas. L'éducateur le regrette car les gars dit-il se font un tableau noir de ce qu'on y raconte. Mais selon lui « impossible de dire devant l'un d'eux que son copain est un grand schizophrène ou de débattre en sa présence de son comportement et de la tactique à adopter à son égard » !!

Dehors, je me fais rattraper par les jeunes, qui étaient partis, devant la présence des trois responsables : « Alors qu'est-ce qu'ils t'ont dit ? Il faut que tu saches qu'on ne peut pas les voir. On a l'impression que le psychiatre et certains éducateurs se fichent de nous. Ils essaient de rigoler avec nous et abandonnent parce que ça ne colle pas. Ça ne peut pas coller ! ils ne comprennent rien. Soit ils nous traitent comme des gamins, ils font de la garderie, soit ils nous envoient balader ».

Les éducateurs se sont étonnés de l'optimisme de ceux qui expliquaient que sur 100 tólards qui entrent, au moins 50 % « rechutent » : « Si nous arrivions à de tels résultats, ce serait formidable ».

se. Les élèves commencent par le boycott des cours. Puis, la jonction se fait avec le CET de Pontoise qui a les mêmes problèmes. Une manifestation se déroule : 400 élèves exigent d'être reçus par le préfet qui déclare n'accepter discuter que si les manifestants se dispersent. Ceux-ci refusent, et se rendent devant la Préfecture, où ils seront accueillis par les flics. Voilà tout ce qu'on offre à ces futurs travailleurs !

Corr. Pontoise

GRANDS BOIS : CRÉATION D'UN FRONT TECHNIQUE

Des élèves de CET se sont récemment regroupés au sein d'une organisation permanente de lutte. Ils veulent rassembler tous les gars qui ont pris conscience que la vie à Grands Bois est un avant-goût de ce que sera la vie à l'usine, que les débouchés, au moment où les capitalistes annoncent des milliers de licenciements dans la sidérurgie, sont nuls, que la mentalité qu'on veut leur inculquer, les prépare à la soumission et à l'oppression.

Corr. UCJR Thionville

preuve, les cinq camarades élus (3 suppléants, 2 titulaires) présenteront devant cet organisme les revendications, et s'en retireront si elles ne sont pas satisfaites. Déjà, d'autres délégués ont accepté de défendre la plate-forme qui comprend notamment les points suivants :

- instauration des 10 %
- liberté de réunion et d'organisation sans contrôle administratif, liberté pour les élèves d'inviter les personnes extérieures de leur choix.
- élargissement des droits obtenus par les élèves de terminale aux élèves de 1^{ère} et de seconde.

L'UNCAL s'est présentée sans faire mention de son sigle et l'a ressorti seulement après que quelques uns de ses membres aient été élus.

correspondant UCJR Blois

ST OZEN L'AUMONE

Un mois après la rentrée des classes, il manquait toujours 4 professeurs d'atelier au CET industriel de St Ozen L'Aumone. Avec le soutien de leurs parents, les élèves décident de passer à l'action. Un comité de lutte est élu : 2 élèves délégués par clas-

télévision

LE SALON DU BRICOLAGE

" faites le vous même... "

Les organisateurs du salon du bricolage prévoient que pour 1976, les bricoleurs dépenseront pour 7 milliards en outils et en matériaux, alors que le chiffre n'était que de 5,4 milliards en 1974. De quoi se frotter les mains pour ces messieurs qui ont d'ailleurs adapté leurs slogans: «Hier, c'était un délassément et une distraction, aujourd'hui, c'est le besoin et la contrainte». Le ton du salon est donné: au stand sur l'isolation thermique, on annonce: «En France, on n'a pas de pétrole, mais on a des idées...» - sous entendu «malgré les Arabes on se débrouillera» - Ces relents de racisme ne sont d'ailleurs pas une invention des services publicitaires de St Gobain puisque le slogan vient directement de l'agence pour les économies d'énergie. Ce que ne dit pas la publicité, c'est que les trois quarts des productions d'isolation sont à base de pétrole...

Mais qu'appellent «bricolage» les organisateurs du salon? Voici ce que nous disait un travailleur, visiteur assidu du salon, au moment de repartir, chargé de prospectus et de journaux spécialisés: «Le salon a bien changé. Au début, c'était vraiment utile, il y avait les inventeurs du concours Lépine, on discutait bricolage, on échangeait des astuces. Maintenant, c'est devenu le salon de la décoration pour résidences secondaires. Il reste quand même quelques stands qui m'intéressent, mais je viens autant pour distraire les gosses que pour l'exposition». La multiplicité de stands consacrés à la protection contre les cambriolages montre un peu la nature du public visé. A chacun de ces stands, une grande photo: un cambrioleur à l'action sur une porte. Comme par hasard, il est jeune, porte les cheveux longs...

Pour rassurer les propriétaires de «petite ferme à la campagne», les vendeurs de centrales de surveillance



publicité pour des systèmes de sécurité au salon du bricolage: tout est bon pour alimenter la campagne anti-jeunes...

n'hésitent devant rien: «un radar à ultras-sons ne vous paraît pas suffisant? Mais nos centrales peuvent avoir beaucoup d'autres utilisations. Seulement: je vous arrête tout de suite: la loi n'autorise que les systèmes défensifs...»

Mais si la plus grande partie du salon n'a pas grand chose à voir avec le bricolage, certains trusts ont bien l'intention de se servir de l'attrait pour le bricolage, de la nécessité qu'il y a de réparer soi-même. Ainsi Hachette, par l'intermédiaire d'Alpha press qui se lance dans l'ouverture d'écoles de bricolage. Ainsi cette revue de bricolage qui dirige sa propagande - et son mépris - vers les femmes et présente un gadget porte-clou (6 F pour une pince à linge...): «même les femmes vont pouvoir planter des clous».

En Angleterre le «Faites-le-vous-même» est un mot d'ordre qui a déjà été beaucoup utilisé. En France, avec la baisse de notre pouvoir d'achat, on peut s'attendre à ce que les trusts s'en emparent et le développent. C'est un nouveau marché qui suppose que les clients aient de petits moyens; dans ce domaine l'horizon économique n'est pas «bouché».

Eric BREHAT.

vidocq un bagnard devenu flic, voila qui tombe à pic!

Si le personnage de Vidocq est célèbre, c'est certainement sous les traits du bandit de grand chemin, du détrousseur de bourgeoises qu'il est le plus connu, un bandit rendu populaire à cause des cibles qu'il choisit pour ses larcins et sa générosité envers ceux qui ne possèdent rien. Le scénario a été écrit d'après l'histoire du bagnard Coignard, aventurier ayant réellement existé au début du 19^e siècle. En 1814, Coignard comme beaucoup de repris de justice trouve en Napoléon, un moyen de mettre ses capacités au service de l'Etat. Il créera le département «de la sûreté», dont on connaît de nos jours les activités. C'est cette phase de la vie de Coignard que l'on retrouve romancée dans la série qui vient de débiter à raison d'un épisode par semaine tous les dimanches soir à 21 h 40 sur l'A 2. Ce n'est pas un choix naïf si l'on diffuse aujourd'hui les péripéties d'un chef de la sûreté ancien bagnard. Claude Brasseur est un comédien qui connaît son métier. Le Vidocq flic a la même aisance, tout autant de malice et de mordant que le Vidocq voleur; tout ce qui a pu faire le succès du personnage dans la série antérieure se retrouve pour camper le chef de la sûreté. Mais si le style du personnage ne varie pas, qu'est-il pour autant? prenons par exemple l'épisode de dimanche dernier. Des bandes de paysans terrorisent un département. Les victimes sont la plupart du temps des vieux que l'on torture avant de les voler. Envoyé sur place, Vidocq va dénouer l'affaire, arrêter les bandits qui en l'occurrence sont des citoyens qui constituent

quasi totalité d'un village du nord de la France. Les principaux obstacles qu'il va rencontrer ne viennent pas finalement des bandes auxquelles il s'attaque mais de l'immobilisme, des vieilles conceptions policières antérieures à son entrée chez les flics. Au changement de méthodes qu'il propose, s'oppose une sorte d'inertie; aujourd'hui une telle lutte entre les méthodes entre les polices revêt un sens bien particulier. Pourquoi enfin avoir choisi comme deuxième épisode «les chauffeurs du nord» ces bandits qui s'attaquent principalement aux vieux fermiers? Voilà autant de questions qu'il faut se poser en dépassant le cadre de la simple comédie. Car, enfin, lorsque la bourgeoisie est en pleine campagne pour le renforcement policier, qu'elle propose un renouveau de ses méthodes, juste au moment où elle lance des émissions telles que «l'inspecteur mène l'enquête» le fait qu'elle reprogramme un feuilleton déjà connu ne s'explique pas uniquement dans ses difficultés à trouver du nouveau. En fait, en utilisant la popularité d'un bagnard elle vise en le convertissant en flic aujourd'hui, à l'insérer dans une de ses campagnes. Un flic, le chef de la sûreté, héros au sourire franc, qui sauve les personnes âgées, amène du renouveau dans la police, c'est bien ce qui lui convient pour appuyer toutes sa propagande menée tambour battant. A défaut de trouver des vrais flics de «vocation» elle a trouvé un ancien bagnard pour redorer son blason. Sans doute espère-t-elle que ce sera plus efficace!

Claude VILLARD

programme

MARDI 4 NOVEMBRE

TF 1
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACUALITES REGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS Feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - QUOI ? DE QUI ?
21 h 20 - CES ANNEES-LA : 1946-70
* 4^e émission : 1949
22 h 20 - DE VIVE VOIX : Comment peut-on encore être patron ?
23 h 20 - JOURNAL et fin

A 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - DOSSIERS DE L'ECRAN :
* «La destalinisation en Pologne» LA VIE RECOMMENCE Film polonais de J. Morgenstern (v.o. ss.titrée.)
23 h 15 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - LES ANIMAUX CHEZ EUX
20 h 30 - LA LAME NUE Film amér. de Michael Anderson (v.f.)
21 h 55 - JOURNAL et fin

MERCREDI 5 NOVEMBRE

TF 1
13 h 35 - LES VISITEURS DU MERCREDI
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS Feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - L'ARC DE TRIOMPHE comédie de M. Mithois
22 h 10 - INTERROGATIONS : La Justice
23 h 10 - JOURNAL et fin

A 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - MANNIX
21 h 30 - C'EST-A-DIRE Magazine
23 h 00 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACUALITES REGIONALES
19 h 40 - TR'IBUNE LIBRE
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - PROGRAM. REGIONAUX
20 h 30 - Cataclysmes et catastrophes: SAN FRANCISCO Film am. de W.S. van Dyke (v.f.)
22 h 20 - JOURNAL et fin

* Cette soirée de mardi est riche en émissions politiques. C'est un épisode de la guerre des chaînes. A 20 h 30, sur TF1, Michel Droit va se surpasser dans ses commentaires fascistes, puisque l'émission «Ces années-là» doit traiter de 1949, l'année de la prise du pouvoir par le peuple en Chine.

A 22 h 30, Armand Ridel a réuni une brochette de patrons qui doivent venir traiter du sujet suivant: Comment peut-on être encore patron? Voilà qui ne doit pas manquer de sel!

Mais dans le même temps sur Antenne 2, un film polonais à travers la vie de deux militants «communistes» doit traiter de la «destalinisation». Le film s'intitule «La vie recommence» et il sera intéressant de voir comment aujourd'hui les révisionnistes expliquent le retour au capitalisme en Pologne. Faites votre choix!

feuilleton

memoires et aventures d'un proletaire

de Norbert Truquin

Résumé :

Norbert Truquin ayant passé quelques temps chez son beau-père, un paysan pauvre, s'indigne des impôts et taxes qui le frappent.

De tout temps, les classes dirigeantes ont eu soin de prélever des impôts onéreux à l'aide desquels elles s'allouent des traitements exorbitants. La campagne est complètement négligée.

La propriété de mon beau-père n'a pas rapporté la moitié de ce qu'elle aurait dû rapporter s'il avait eu les moyens de la faire et, deux ou trois vaches pour l'engrais. Le faible rendement des terres, qui est le résultat de l'égoïsme et de l'incurie de l'administration, est en pure perte pour la nation; on va chercher des céréales au dehors, quand on pourrait en avoir chez soi.

Parle-t-on de réformes agricoles? C'est l'affaire du conseil de chaque commune, dit-on, mais le conseil, qui est toujours influencé par le curé, n'a plus que des pouvoirs très

limités dès qu'il s'agit de faire valoir les droits et les besoins de la commune.

Chaque année, les bras les plus robustes sont enlevés à la culture et envoyés à l'armée pour les caprices des classes dirigeantes.

Arrêté pour avoir sonné le tocsin appelant à un rassemblement des travailleurs de la Croix-Rousse, afin d'organiser la défense de la ville contre les Prussiens, Norbert Truquin profite de son séjour en prison pour réfléchir, faire une sorte de bilan de l'histoire de l'homme.

En Perse, le conquérant Cyrus détourne le cours de l'Euphrate pour s'emparer de Babylone; ce travail gigantesque donne à supposer que certaines parties des sciences et des arts étaient aussi avancées qu'aujourd'hui. On parle sans cesse du luxe déployé par les Satrapes; mais pour avoir accumulé d'aussi grandes richesses, il fallait qu'il y eût un grand commerce et beaucoup de travailleurs libres; car des esclaves sont impuissants à produire un pareil résultat. L'arbitraire régissait

alors le monde comme maintenant; on voit un roi de Perse conduire une armée si formidable, il fallait une administration militaire très compliquée. Cette armée, en grande partie, devait être composée de travailleurs industriels, l'histoire qui calomnie le courage de ces soldats, oublie de dire qu'ils étaient affaiblis par le genre de vie qu'ils menaient. Prenez aujourd'hui des hommes qui travaillent constamment enfermés et menez-les au combat; vous verrez ce que vous obtiendrez.

Si les Grecs ont vaincu les Perses, c'est qu'ils étaient libres et connaissaient à peine l'industrie. Plus tard, lorsqu'ils devinrent industriels et commerçants, ils ne valurent pas mieux que les Perses.

Le jour suivant, on me fit comparaître de nouveau devant le juge d'instruction.

Je fus très surpris de rencontrer un lieutenant de pompiers avec lequel je m'étais trouvé en relation d'affaires. Il m'avait dit un jour, qu'il ferait tout pour arriver à la fortune. Comme je le savais bon

mécanicien, je crus qu'il entendait s'enrichir au moyen de quelques inventions dans sa partie.

Aussi, il était si honteux d'avoir joué le rôle de dénonciateur, qu'il ne pouvait soutenir mon regard. Je comparus cinq ou six fois devant le juge d'instruction, mais sans avoir à subir d'interrogatoire.

Dans ma cellule, je continuais à passer en revue les civilisations de l'antiquité.

Le peuple égyptien se signalait par son intelligence et ses progrès industriels; l'industrie marche de front avec les arts; c'est elle qui fournit les fonds qui permettent d'exécuter les grands travaux. L'agriculture devait être avancée pour fournir la subsistance des masses, adonnées à l'industrie, au commerce et aux beaux-arts. C'était une véritable civilisation. La construction de palais splendides suppose l'existence de grandes fortunes; les contribuables devaient être accablés d'impôts et les salariés travaillaient jusqu'à épuisement pour enrichir leurs exploités.

(A suivre)

SAHARA OCCIDENTAL : LA MARCHÉ AUX

PHOSPHATES D'HASSAN II

Après deux ans de guérilla menée par le Front POLISARIO, il sait déjà qu'il ne pourrait s'en tirer par une campagne éclair, et les déclarations de Juan Carlos, auto-proclamé «le premier soldat d'Espagne», tiennent plus de la rodomonade que de la réelle menace.

Le régime marocain : Hassan II a vu ses phosphates dévalorisés par la concurrence de ceux qui sont extraits à de meilleures conditions au Sahara occidental. Il ressent par ailleurs le besoin d'affermir un régime rendu impopulaire par les liens entretenus avec l'impérialisme, la misère des masses et les complots de palais. Se forger un visage d'anti-colonialiste, voilà qui tombe à pic pour le tirer d'affaire : ne parle-t-on pas de risques de famine l'an prochain au Maroc ?

VERS UN PARTAGE DU GÂTEAU AU PHOSPHATE

Entre ces deux larrons, l'entente est possible : les richesses du sous-sol du Sahara, qui, outre les phosphates, contient du fer, de l'uranium et très probablement du pétrole, peuvent être partagées. Reste à savoir selon quel pourcentage. Pour quelle autre raison Hassan II a-t-il imaginé la pression de sa marche ? Et inversement, n'est-ce pas la question que l'Espagne cherche à régler au mieux par la mobilisation de ses troupes ? Déjà, voici quelques jours, un accord était en vue, et les tractations se poursuivaient hier soir encore au plus haut niveau : Kissinger, à la demande d'Hassan II, y avait lui-même veillé. Cette entente pourrait comporter une petite satisfaction pour le régime mauritanien, trop faible militairement pour envisager de jouer un rôle actif dans le conflit.

L'ALGÉRIE CONCERNÉE ?

La situation de l'Algérie est différente. Ses intérêts économiques dans l'affaire pourraient consister en un accès vers l'Atlantique pour ses ressources minières de la région de Tindouf : concession que le Maroc lui avait faite voici quelques années au cas où il obtiendrait la souveraineté sur le territoire. (Le F. POLISARIO n'était pas encore créé à l'époque).

Aujourd'hui l'Algérie a réitéré à diverses reprises son affirmation qu'elle n'a «aucune prétention territoriale». Cependant, elle craint un encerclement par l'Ouest par un régime marocain qui a relancé dans la dernière période une intense cam-

pagne anti-algérienne, remettant à l'ordre du jour ses revendications sur les territoires miniers à la frontière algéro-marocaine. L'Algérie, toutefois, n'a aucun intérêt particulier à un conflit militaire, à l'heure où le régime est engagé dans un processus de développement indépendant.

LES PROFITEURS DE LA DIVISION

Une guerre entre les pays du Maghreb, en tout état de cause, serait catastrophique : elle les affaiblirait inévitablement devant les divers appétits impérialistes. Déjà, face à son rival américain largement implanté au Maroc, l'Union Soviétique s'est empressée de prendre une position de soutien à l'Algérie, es-

pérant, en cas de conflit, pouvoir pêcher en eau trouble, soumettre l'Algérie indépendante comme elle l'a fait, dans le passé, avec l'Egypte agressée par le sionisme.

Mais sortons un instant de cette diplomatie qui ne range pas dans les «parties concernées» la population du Sahara. L'ONU lui avait pourtant reconnu le droit à l'autodétermination. L'Espagne l'aurait volontiers organisée... sous la pression de ses 50 000 hommes de troupe. Hassan II la voit fort bien, demain, sous le feu des canons de sa marche «pacifique». Ne serait-elle pas plus juste, sous la garde des fusils pris en mains depuis deux ans par les sahraouis eux-mêmes, dans la lutte contre le colonialisme espagnol ?

Jean LERMET



Objet des convoitises : les phosphates du Sahara

PORTUGAL

Face aux difficultés rencontrées dans sa politique de «remise en ordre», le «conseil de la révolution» se divise à nouveau en tendances, dont la délimitation n'est pas encore claire. En particulier, des rumeurs ont couru sur une tentative pour éliminer le général Carvalho et l'amiral Coutinho, qui passent pour être à gauche sans être soumis au PCP, ainsi que le général Fabiao, qui avait passé un compromis avec les soldats de Porto.

Les bruits de coup d'Etat continuent à courir : un officier de la cinquième division (révisionniste) a déclaré au journal «diário de Porto» que l'Etat major préparait des grandes manœuvres en vue de donner une couverture à un coup de droite. L'état major a démenti cette information. Cependant, le véritable «coup» réside dans la tentative gouvernementale de démobiliser rapidement une masse importante de soldats des unités progressistes.

DÉBAT SUR LA POLITIQUE D'APARTEID DE L'AFRIQUE DU SUD

Un débat général de la commission spéciale de l'ONU a eu lieu au cours duquel les représentants des mouvements de libération ont pris la parole.

Le représentant du congrès panafricain d'Azanie (nom authentique de l'Afrique du Sud) a déclaré que le peuple azanien n'aspire pas seulement à mettre fin à la politique d'apartheid, mais qu'il exige l'autodétermination. Il est déterminé à lutter pour ses droits. Le représentant du congrès national africain d'Afrique du Sud a déclaré qu'une grave crise économique existe en Afrique du Sud, dont les effets se font sentir de plus en plus durement pour la population noire.

De nombreux pays africains ont pris la parole pour dénoncer la politique raciste de l'Afrique du Sud.

ESPAGNE: SANTIAGO CARILLO TEND LA MAIN A LA DROITE

Carrillo, le secrétaire général du parti révisionniste espagnol, a déclaré que «seul un gouvernement provisoire avec le comte de Barcelone, père de Juan Carlos, serait acceptable... «Je tends la main à la droite mais non aux fascistes». Des anti-fascistes de droite, sans doute !

REMANIEMENTS EN SÉRIE AUX USA

Le renvoi de Schlesinger, ministre de la défense des Etats Unis et de Colby, chef de la CIA, par le président Gerald Ford a été annoncé dans la journée d'hier. Le président demanderait en outre à Kissinger de quitter son poste de président du conseil de sécurité des Etats Unis. Des remaniements d'une telle importance, qui touchent tous les secteurs de la politique étrangère des Etats Unis, notamment dans le domaine militaire, illustrent les difficultés que les USA doivent affronter aujourd'hui et les contradictions qui en découlent, jusque dans l'administration en place.

Camille NOËL

PROVOCATION INDIENNE CONTRE LA CHINE ?

Selon les agences de presse occidentales, il y aurait eu «un grave incident de frontière entre l'Inde et la Chine», qu'elles présentent comme une agression de l'armée chinoise contre une patrouille frontalière indienne. Mais qui mène une politique agressive dans cette région du monde, la Chine qui n'a aucune troupe en dehors de son territoire ou l'Inde qui est intervenue militairement au Pakistan Oriental, et qui vient d'annexer le Sikkim. L'Inde avait déjà parlé d'agression chinoise en 63, alors qu'elle envoyait son armée sur le territoire chinois... Nul doute que s'il y a eu de nouveaux affrontements, l'Inde en porte l'entière responsabilité.

De son côté, l'agence soviétique Novosti vient apporter de l'eau au moulin des réactionnaires indiens en prétendant que la Chine occupe «140 000 km² de territoire indien».

Moscou et New Delhi : sainte alliance contre la Chine rouge !

LIBAN : cessez le feu appliqué

L'arrêt du combat au moment où les phalanges ne peuvent plus les continuer, une fois de plus, ce sont elles qui provoquent les incidents.

Mais cette situation de calme relatif, mécontente les Américains. Au même moment, les sionistes dirigent en effet, leurs menaces contre le Liban. D'une part, un député sioniste demande d'examiner la situation au Liban et «le danger d'extermination des chrétiens et des juifs du Liban». Ce qui veut dire étudier la possibilité d'intervention au Liban. D'autre part, un responsable militaire sioniste déclare que ce qui intéresse «Israël» dans le conflit libanais, c'est de voir si le Liban sera bientôt un pays qui va se confronter à «Israël».

Par dessus tout, l'Etat sioniste craint en effet la cessation des combats provoqués par les phalanges, une certaine stabilisation de la situation au Liban, qui serait favorable aux activités de la Résistance Palestinienne, et à son unité avec le peuple libanais,

le de Kantari-Clémenceau dans la presqu'île bordure de mer. Dans ce quartier des grands hôtels, l'hôtel où se trouvaient les phalanges a été atteint et en partie brûlé.

Le nouveau cessez-le-feu de samedi est maintenu jusqu'à présent. Ce cessez-le-feu coïncide avec la faiblesse militaire des phalanges après la dernière bataille.

échanges internationaux : le Tiers-Monde défavorisé

«L'Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce» a confirmé dans un rapport récent la dévalorisation des termes de l'échange, c'est-à-dire l'écart sans cesse croissant entre les produits de base des pays en voie de développement et ceux des produits manufacturés des pays industriels qu'importent les pays du Tiers-Monde. Ainsi, entre 1950 et 1973, les produits de base exportés par les pays en voie de développement n'ont augmenté que de 58%, tandis que les prix des produits manufacturés exportés par les pays industriels ont augmenté de 93%. Cet écart est à l'origine d'un déficit commercial pour les pays du Tiers-Monde : le solde négatif de la balance commerciale du Tiers-Monde a été de 22 milliards de

dollars en 1974 par rapport à l'année précédente. Or beaucoup de pays du Tiers-Monde dépendent pour 20 à 50% -ce qui est énorme- de leurs recettes d'exportation, d'un seul produit de base, dont le prix baisse en valeur relative.

Qui est responsable de la crise ?

La volonté des pays du Tiers-Monde d'obtenir un juste prix pour leurs matières premières (version rabâchée par la presse bourgeoise) ? Non, cet écart des prix est la preuve évidente que les pays impérialistes font payer leur crise aux pays en voie de développement.